

Un service de Pédopsychiatrie en Secteur Infanto-Juvenile d'Ile-de-France, dépendant d'un Hôpital Général, en période Covid et avant. Les manques et les erreurs.

Témoignage anonyme

Le Service de Pédopsychiatrie a été principalement touché par cette crise Covid à l'Hôpital de jour enfants qui a comptabilisé 11 malades sur 16 agents y travaillant à temps partiel ou à temps plein, les symptômes de toutes ces personnes ayant débuté la semaine du 14 au 20 mars 2020. Dont les miens.

La situation de l'Hôpital Général, où même le Chef de Service de la réanimation a été infecté a été bien pire encore. Et aucune annonce encore à ce jour n'a été faite par la direction depuis sur le nombre de personnel atteint.

Mais la situation du service de pédopsychiatrie est tout à fait particulière avec son isolement dans l'hôpital, et ses conditions matérielles d'un autre âge.

Les manques notables déjà antérieurs dans ce service de Pédopsychiatrie laissé pour compte depuis des années, touché par les PREF (Projet de Retour à l'Équilibre Financiers) successifs comme les autres services mais sur une base de moyens matériels vétustes ont favorisé cette contamination particulière comme je voudrais le décrire ici.

Le Secteur de PIJ concerné étendu sur 16 communes comporte : des CMP 2-14 ans ; un HDJ enfants ; un dispositif pour adolescents avec CMP, HDJ, Unité Mobile d'Urgence et une hospitalisation de jeunes en crise ; une Unité de Maternologie.

Dès le 17 mars 2020, date du début du confinement national, les enfants sont restés confinés chez eux mais tout le personnel a dû se rendre sur place, dans chaque structure. Aucune demande de télétravail n'a été accordée à ce moment-là par la direction intraitable (et très peu par la suite). Les masques, pourtant présents, étaient interdits car pouvant être réquisitionnés par les services de première ligne sur l'Hôpital Général. Le personnel (Infirmiers, éducateurs, psychologues, psychomotriciens, secrétaires) a eu comme consigne de travail les premiers jours de nettoyer les locaux et le matériel, et cela donc sans masque, sans gant et sans produit désinfectant spécifique. Seule une consigne de rester à distance les uns des autres était donnée avec bien sûr les gestes barrières d'alors (avec du gel hydro alcoolique en quantité très réduite.)

L'HDJ où a eu lieu l'infection massive est un local vaste et agréable, le personnel très compétent y est engagé avec dévouement. Derrière cette façade cependant, une autre réalité apparaît vite à celui qui y travaille. Elle n'est pas sans incidence sur la contamination qui a eu lieu.

Les locaux, propres (ils ont été repeints après désamiantage il y a 6 ans), sont vieux ; le chauffage est contrôlé par deux cuves de fuel dont une fendue depuis au moins dix ans que la direction ne change pas à cause du coût. Cette cuve soit fuit avec des odeurs insupportables, soit n'est pas remplie à temps à cause du coût toujours, car toutes les économies sont bonnes à prendre, soit tombe en panne. Les locaux en hiver peuvent rester à 12 ° le matin des semaines entières puis grâce à des chauffages d'appoint prêtés très récemment et au compte-goutte (un par salle de groupe, avec les enfants qui ne peuvent en sortir et qui d'ailleurs y restent en manteau comme les adultes), monter jusqu'à 18 degrés l'après-midi. Dans ces cas-là, qui se

sont bien présentés 5 fois cet hiver sur des périodes d'au moins deux semaines, le personnel et les enfants tombent malades et quelques annulations de venue de patients sont quelquefois autorisées malgré la pression du taux de remplissage qui est rappelée aux équipes au moins une fois par semaine tout au long de l'année.

Cette année encore, le plafond s'est écroulé dans les salles de classes du premier étage, empêchant les instituteurs de travailler dans leur classe et cela tout au long de l'année. Il y a 3 ans, le plafond de la moitié de l'étage s'était effondré un week end d'orage, entraînant la fermeture de l'HDJ totalement pendant deux semaines (avec interdiction de révéler aux familles ce qui en était la cause) et rendant la moitié de l'étage inutilisable par la suite jusqu'à une pseudo réparation 6 mois plus tard. Cette année, l'inspecteur de l'EN a noté sur son rapport l'état scandaleux des salles de classe.

Au sujet de l'HDJ encore, et cela sera décrit de la même façon pour les CMP bientôt, le matériel de téléphonie et le matériel informatique date bien du XXème siècle. Il n'y a qu'une ligne téléphonique, deux téléphones fixes (dont un seul accessible aux soignants) et un mobile tenu par la cadre de santé, pour toute cette équipe de 16 personnes (HDJ enfants de 18 places, donc une quarantaine d'enfants à temps partiel). Les deux bureaux médicaux ont un ordinateur (de récupération) mais pas de connexion internet ! Un seul ordinateur avec connexion internet est accessible aux soignants à tour de rôle (à part celui de la secrétaire et de la cadre). Quand enfin les soignants ont eu le droit de contacter les familles par téléphone, ils ont dû se contaminer aussi de cette façon, surtout que la vraie désinfection des surfaces et appareils n'a commencé que des semaines plus tard avec gants, lingettes et produit désinfectant. De ce fait, dans les semaines qui ont suivi, chacun a fini par utiliser son smartphone personnel pour communiquer avec les familles et entre soignants. Et bien sûr, avec ce matériel hospitalier, aucune vidéo conférence ou entretien avec les enfants et les partenaires n'a pu être imaginable. Ce n'est pourtant pas la créativité des soignants qui est en défaut.

Dans les CMP, il n'y a pas eu de contamination. Grâce certainement au fait que le personnel y est très réduit et que parmi eux, beaucoup étaient en arrêt soit du fait de contexte de fragilité médicale personnelle soit pour garde d'enfants. Car là, aussi, dans le CMP où je travaille qui n'en est qu'un exemple, une seule ligne téléphonique avec deux postes fixes en tout : un pour le secrétariat et un pour un bureau (sur cinq). Deux ordinateurs aussi seulement, connectés, un au secrétariat et l'autre dans mon bureau. La demande de télétravail a été accordée pour deux psychologues seulement habitant loin et devant venir en transport, et après intervention de ma part. Notre secrétaire étant en arrêt toute la période du confinement, les personnes présentes ont pu travailler par téléphone une à la fois tandis qu'une seule autre pouvait utiliser le deuxième ordinateur, libre parce que j'étais malade. D'où utilisation aussi du smartphone personnel pour ceux qui l'ont bien voulu. Quand j'ai pu reprendre mon travail (provisoirement car j'ai dû m'arrêter de nouveau par épuisement et reprise des symptômes), j'ai utilisé mon smartphone personnel pour des entretiens en Whatsapp.

Il y a quelques années, comme il n'y a pas de téléphone dans mon bureau..., j'ai obtenu un vieux téléphone portable qui est tombé en panne au bout d'une semaine, je n'ai jamais pu en obtenir un nouveau car à ce moment-là, pour réduire les coûts là encore, tous les portables de l'Hôpital ont été repris à ceux qui en avaient. Bien sûr, pendant ce temps-là, les administratifs ont tous leur ordinateur portable personnel qu'ils apportent dans la seule salle en état du domaine où se trouve l'HDJ et où se passe la CME (Commission Médicale d'Établissement) : salle à double plafond avec spots incorporés, vidéoprojecteur... Tandis que dans les couloirs

attendants, les seaux recueillent l'eau de pluie...

Les frais de transports ont également été supprimés sur tout l'hôpital. Ainsi, le service informatique, dévoué mais sans aucun moyen, doit payer ses trajets lorsqu'ils acceptent de venir nous dépanner. Les CMP sont tous éloignés du service informatique et des services techniques de 6 à 20 km.

Je peux continuer un moment :

Nos 4 CMP sont vétustes, laissés à l'abandon (je suis là depuis 23 ans, il y a eu deux CMP qui ont eu droit à une rénovation il y a 12 ans payée par l'association gestionnaire des HLM, pas par l'Hôpital) : double vitrage, électricité aux normes, peinture fraîche. Celui où je travaille est au deuxième étage et demi sans ascenseur, les parents doivent porter les poussettes... Pendant six ans, nous avons eu des rats crevés dans la gaine de l'escalier, avec des odeurs pestilentielles, alors que tout autour s'étendant un beau terrain vague bien boueux, boue que les patients nous déposaient dans le local. La ville a eu droit au plan de rénovation des cités et l'environnement est enfin devenu agréable.

Nous avons un seul WC pour les familles, les enfants et le personnel. Une année, les toilettes étaient bouchées, c'était le mois de juillet heureusement donc avec beaucoup moins de patients et nous avons attendu trois semaines pour que l'on vienne nous dépanner. Comme j'avais dû attendre neuf mois, mais bon c'était il y a 10 ans, pour avoir une ampoule halogène pour mon bureau...

Un autre CMP n'a pas de salle d'attente, juste l'entrée minuscule logeant seulement une banquette.

Quant aux vitres, elles sont nettoyées deux fois par an.

Le ménage est fait par une entreprise extérieure et sans aspirateur.

Encore un « détail » : les psychologues, les éducateurs, les psychomotriciens recrutés ces dernières années restent en CDD au moins un an sinon bien plus, sauf si un encadrant cadre sup ou Chef de Service réussit à leur obtenir un CDI.

L'atteinte Covid de tant de personnes, avec les démarches vers une reconnaissance en maladie professionnelle, semble actuellement décider l'administration, non pas à faire des dépenses, mais à chercher à réparer notre système téléphonique, réparation que j'entends demander régulièrement et sans aucun effet depuis mon arrivée il y a 23 ans.

Personnellement, touchée par cette crise sanitaire, sans espoir de changement, j'ai décidé de partir de ce Secteur et de cet Hôpital malgré un investissement intense de toutes ces années. Déjà, un burn out avait été très difficile à surmonter il y a quatre ans après une prise de responsabilités (Chefferie du service par intérim du fait de la vacance du poste) sans temps alloué. Les conditions hospitalières finissent par user. Autant les équipes sont compétentes et dévouées, autant le mépris de l'administration est pesant et délétère. Le directeur financier a avoué, en réunion générale expliquant le premier PREF, que pendant des décennies l'Hôpital avait « puisé dans les caisses de la Psychiatrie en budget global » pour faire fonctionner l'Hôpital Général, jusqu'au jour où ils se sont rendu compte qu'il n'y avait plus d'argent dans ces caisses, rendant impossible le remboursement des emprunts.

Une autre raison me pousse à partir du Service Public où je travaille depuis 37 ans : le changement des pratiques qui se profile de plus en plus clairement, voire de plus en plus brutalement, avec la mise au rebut de la référence à la psychodynamique et à la psychanalyse.